

- 100 jours du président Bolsonaro -
VENUE EXCEPTIONNELLE EN FRANCE
D'UNE CACIQUE AMÉRINDIENNE DU BRÉSIL
L'appel des peuples autochtones pour sauver les écosystèmes menacés
du 5 au 20 avril 2019

Le monde retient son souffle depuis que le Brésil a choisi pour Président Jair Bolsonaro. Elu au moment même où les curseurs climatiques s'affolent, il cible violemment les minorités et en particulier les indigènes, menaçant leur culture, les écosystèmes dont ils dépendent, et même, dans le cas des derniers peuples non contactés, leur survie. Avant son élection Bolsonaro a déclaré que « les indiens n'auront plus 1cm de terres en plus » et qu'ils vivent sur leurs terres « tels des animaux dans des « zoos ». Le jour même de son investiture, il a placé sous tutelle du ministère de l'Agriculture la démarcation des terres indigènes. Celles-ci sont désormais à la merci de l'agro-business, de l'industrie minière et des grands complexes de barrages, en violation de la Constitution de 1988 et de la Convention 169 de l'OIT, ratifiée par le pays. Depuis, jamais le sang de leaders indigènes et d'écologistes n'a autant coulé...

Ivanice Pires Tanoné, l'une des seules femmes caciques (chefe de tribu) du Brésil, est la première indigène à se rendre en France depuis la prise de fonction de Bolsonaro. Durant cette visite qui marquera les 100 premiers jours du « Trump tropical », elle entend interpellier l'opinion publique, les élus et les juridictions internationales. La cacique Tanoné, 64 ans, représente son peuple Kariri Xocó (situé au nord-est du pays) depuis plus de 30 ans auprès des instances officielles et lors des grandes mobilisations indigènes, telles que le Campement Terre Libre (qui se tiendra fin avril). Gardienne de la nature, elle replante des arbres, seule, sur les derniers hectares de forêt sacrée des terres de son peuple et lutte inlassablement et avec sagesse contre la déforestation et l'assèchement du fleuve San Francisco.

En France, la cacique Tanoné portera également la voix de l'**Alliance des Gardiens de Mère Nature**, un mouvement pour la paix, la justice climatique et les générations futures lancé au moment de la COP 21 par soixante représentants indigènes et écologistes, parmi lesquels le cacique Raoni Metuktire, Paul Watson ou encore Nicolas Hulot. Invitée par **Planète Amazone** et les éditions **Actes Sud**, elle assurera la promotion de l'ouvrage '*Paroles des peuples racines - Plaidoyer pour la Terre*' de Sabah Rahmani, qui rassemble les témoignages de 19 représentants autochtones dans le monde, suivis de la Déclaration de l'Alliance des Gardiens et Enfants de la Terre Mère, un pacte pour la planète scellé à Brasilia par 200 indigènes et alliés venus de 30 pays.

<http://allianceofguardians.org/fr>

- Contacts Presse -

Gert-Peter Bruch (Planète Amazone) : 07 81 23 92 91 - com@planeteamazone.org
Sophie Patay (Actes Sud) : 01 55 42 14 43 – s.patey@actes-sud.fr

PROGRAMME DE LA VISITE EN FRANCE DE LA CACIQUE TANONÉ, 5-20 AVRIL 2019

A l'occasion de la publication du livre *'Paroles des peuples racines - Plaidoyer pour la Terre'*, les éditions *Actes Sud*, l'association *Planète Amazone* et l'*Alliance des gardiens de Mère Nature* vous invitent à rencontrer la cacique Tanoné, du peuple Kariri- Xocó.

Signature de lancement du livre

Vendredi 5 avril 2019 :

18h30 – 20h, **librairie Les Nouveautés**, 45 Bis rue du Faubourg du Temple 75010 Paris

Conférences

Mercredi 10 avril :

19h15 – 20h45, **'Up Conférences'**, Hasard Ludique, 128, avenue de Saint-Ouen ,75018 Paris

Jeudi 11 avril :

20h, **'100 jours de Bolsonaro'**, organisé par France Amérique Latine à l'Espace Niemeyer, 2 Place du Colonel Fabien, 75019 Paris

Mercredi 17 avril :

19h – 22h, **'S.O.S. d'un Brésil indigène en détresse'**, en partenariat avec FAL, ARBRE, Collectif Marielles, CSIA Nitassinan, Autres Brésils, RED.BR et la mairie du 2^e arrondissement de Paris, à l'Espace Jean Dame, 17 Rue Léopold Bellan, 75002 Paris

Avant-premières du film documentaire 'Terra Libre', de Gert-Peter Bruch

Projections suivies d'un débat avec le réalisateur, la cacique Tanoné et Sabah Rahmani.

Revivez 30 ans de combat des peuples indigènes du Brésil pour la planète.

bande-annonce : <https://vimeo.com/planeteamazone/terralibre-ba>

08/04 - 20h15, au cinéma Chaplin Denfert, 24 Place Denfert-Rochereau, 75014 Paris

12/04 - 20h, Université de Caen Normandie, Amphi Pierre Daure,
Espl. de la Paix, 14000 Caen

15/04 - 20h15, au cinéma Chaplin St-Lambert, 6 Rue Pecelet, 75015 Paris

19/04 - 20h, dans le cadre de la « Nuit Amazonienne » au muséum de Toulouse
35 Allée Jules Guesde, 31000 Toulouse

Rencontres

Rencontre avec les élèves du Collège Sonia Delaunay

Jeudi 11 avril : 9h-12h30, 14 rue Euryale Dehaynin, 75019 Paris

Événement à la Fondation GoodPlanet (avec séance de dédicaces du livre)

Dimanche 14 avril : 15h, 1 Carrefour de Longchamp, 75116 Paris



ACTES SUD



Planète Amazone – 38 rue Baudin, 92400 Courbevoie, France
email : com@planeteamazone.org – tel : +33 9 53 65 77 66

Peuples indigènes et écosystèmes menacés : la réalité Bolsonaro



Avant même que Bolsonaro ne prenne le pouvoir, l'Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (APIB), qui représente plus de 300 groupes autochtones brésiliens, a signalé une augmentation de la violence et de l'intimidation. Rien qu'en 2017, 57 défenseurs de la terre et de l'environnement ont été tués au Brésil, le nombre le plus élevé jamais enregistré dans un pays.

Entre-temps, les premiers chiffres ont montré qu'au cours de la saison électorale de trois mois, la déforestation a augmenté de près de 50 pour cent en Amazonie, principalement en raison de la conversion de la forêt en pâturage.

Le 29 novembre 2018, le président élu Jair Bolsonaro annonce que le Brésil renonce à accueillir la COP25 sur le climat en 2019. Selon lui, les questions environnementales entravent l'industrie agro-alimentaire, l'un des seuls secteurs économiques florissant du pays.

Et dans les 100 jours qui se sont écoulés depuis l'investiture de Bolsonaro le 1er janvier 2019, la crainte que beaucoup ressentait à la perspective de sa victoire, s'est avérée justifiée.

Le premier jour de sa présidence, Bolsonaro a publié un décret exécutif transférant la responsabilité de "l'identification, la délimitation, la démarcation et l'enregistrement des terres traditionnellement occupées par les peuples autochtones" de la Fondation nationale indienne du Brésil, la FUNAI, au ministère de l'Agriculture : des nouvelles qui ont ravi ses partisans agro-industriels.

Deux jours plus tard, Bolsonaro a approuvé l'envoi sur Twitter d'un commentaire d'un de ses ministres disant que la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones était une " trahison " et que de nombreuses réserves autochtones existantes étaient fondées sur des documents frauduleux.

Le 14 janvier, Ricardo Salles, le nouveau ministre brésilien de l'Environnement a suspendu pendant 90 jours les accords et partenariats entre le Ministère de l'Environnement (MMA) et les groupes de la société civile afin de les réévaluer. Le journal local O Globo a déclaré que cela sonnait "comme une déclaration de guerre aux ONG vouées à la conservation". Le même jour, M. Salles a déclaré au plus grand syndicat de l'immobilier d'Amérique latine, Secovi, qu'il souhaitait rendre plus rapides et moins bureaucratiques les exigences en matière de licences environnementales pour les nouvelles entreprises.

Puis, le 16 janvier, Valdir Colatto, un homme qui a tenté de criminaliser les peuples autochtones et les anthropologues, a été nommé nouveau directeur du Service forestier brésilien (SFB).

Le mois suivant, la ministre de l'Agriculture, Tereza Cristina, a préconisé de nouvelles mesures pour légaliser la culture des produits commerciaux dans les réserves autochtones (sous réserve de l'accord des habitants). C'est actuellement illégal en vertu de la Constitution brésilienne de 1988.

Toujours en février, le ministre de la Santé, Luiz Henrique Mandetta, a déclaré qu'il voulait lancer le projet de régionalisation de la santé autochtone, ce qui a conduit au démantèlement du Secrétariat spécial pour la santé autochtone (SESAI), qui a été acquis par les peuples autochtones du Brésil en 2010 avec beaucoup de difficultés afin de prendre en compte efficacement leurs besoins culturels, religieux et spécifiques. Après une forte mobilisation, le ministre Mandetta a enregistré le 28 mars un message vidéo filmé en présence des caciques (chefs) Raoni Metuktire et Megaron Txucarramae du peuple Kayapo pour affirmer qu'il renonçait à démanteler le SESAI, mais les autochtones restent très méfiants sur la réalité de cet engagement et les promesses de consolidation de l'organisation, supposées lutter contre la corruption qui le rongerait.

Et le 4 mars, alors que les Brésiliens étaient emportés par les joies du carnaval, l'amiral Bento Albuquerque, le nouveau ministre des Mines et de l'Énergie, a annoncé son intention de permettre l'exploitation minière sur les terres autochtones.

Partout dans le pays, la présidence Bolsonaro a déclenché une vague d'accaparements de terres et d'attaques contre les communautés autochtones.

En février, l'ONG Repórter Brasil a révélé qu'au moins 14 territoires autochtones protégés étaient attaqués par des envahisseurs. D'autres ont signalé « une nouvelle phase d'occupation des terres autochtones et que des bandes armées d'accapareurs de terres, connues sous le nom de grileiros [organisaient] des attaques contre les communautés autochtones ».

L'élection de Jair Bolsonaro fait le bonheur de l'industrie agrochimique. 86 pesticides, dont une grande partie classés comme extrêmement toxiques, ont été autorisés au Brésil dans les deux premiers mois de la présidence Bolsonaro, soit un rythme 3 à 4 fois plus élevé que l'administration précédente (de 2010 à 2016, les autorisations ont toujours été inférieures à 20 par an).



La cacique Tanoné en octobre 2017 à Brasília © Ito Waia